

BATNA

Les dialysés se révoltent

Le président de l'association des dialysés de la wilaya de Batna, dont le nombre est de 406, menace de recourir au blocage de la Cnas et à d'autres actions plus radicales s'il n'est pas mis fin aux problèmes de prescription médicale.

En effet, une nouvelle réglementation interdit à un néphrologue qui fait le suivi des malades la prescription d'ordonnances. Elle a poussé le bouchon au point d'interdire toute consultation au niveau des centres.

Ces malades chroniques dont la majorité ne perçoit que l'aide de la DAS (3 000 DA) sont, depuis la promulgation de la nouvelle directive, dans l'obligation de recourir au privé moyennant le paiement de 600 DA au minimum. Certains sont

ainsi privés de traitement. Les dialysés se demandent le pourquoi de ce genre de décision.

Quel est le rôle du néphrologue au niveau du centre s'il ne fait pas la prévention ? De même, la Cnas refuse toute prescription venant d'un médecin dialyseur.

Alors que veut-on au juste ? se demande le président de l'association des dialysés et premier vice-président de la fédération nationale, Grabsi Lakhdar. A

Batna, les dialysés du CHU, des centres de santé de N'gaous, Barika, Arris et ceux des centres allégés Renadial et Assistance Maghreb sont dans le désarroi et menacent de se révolter de manière brutale si rien n'est entrepris quant à leur prise en charge sérieuse en tant que malades chroniques.

Il faut dire que les cinq néphrologues de la wilaya sont dans l'embarras de part cette nouvelle réglementation et pis pour les centres allégés.

Ces centres créés pour soulager les structures publiques et conventionnées avec la Cnas commencent à voir venir les problèmes.

Après que l'agrément eut été délivré pour les néphrologues, les médecins internes et les médecins dialyseurs, la nouvelle réglementation n'autorise le premier (le néphrologue) à ouvrir un tel centre.

Les anciens centres sont sommés de recruter un néphrologue au risque de fermer.

Les deux centres de Batna assurent la dialyse à pas moins de 115 malades dans de très bonnes conditions sauf qu'ils n'ont plus le droit de prescrire des ordonnances aux malades, chose qui, auparavant, se faisait pour eux et toute leur famille gratuitement.

Houadef Mohamed

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Les juges forment des journalistes

Si l'on dit de l'armée la grande muette, la justice, quant à elle, est aphone. Cette dernière vient de retrouver sa voix. Tant mieux !

Le jeudi 14 février au siège de la cour de Bordj-Bou-Arreridj, deux magistrats compétents et pédagogues, le président de la cour et le juge d'application des peines, ont dispensé une formation au profit des journalistes et correspondants locaux en vue d'améliorer les connaissances des représentants de la presse écrite sur la chose juridique.

A cet effet, plusieurs thèmes ont été abordés, notamment l'organisation du ministère de la Justice, les différentes

juridictions, le rôle du procureur de la République, de la police judiciaire, la détention préventive, le lexique juridique...

La formation qui a duré quatre heures était intéressante à plus d'un titre, à telle enseigne que les invités à la formation voulaient rester plus longtemps pour écouter et prendre note des diverses recommandations et explications des juges formateurs. Cette formation, qui s'étalera du 14 février au 14 mars, devrait rapprocher magistrats et journalistes afin de dissiper les inquiétudes communes face aux conditions de travail souvent difficiles. C'est pourquoi ils doivent se rencontrer, se parler pour mieux se comprendre. Il est vrai que les

tribunaux sont souvent distants et méfiants vis-à-vis de la presse, ce qui génère la peur du journaliste à approcher le juge et s'enquérir de l'information.

En outre, si la justice ne peut pas tout dire, elle doit faire des efforts pour en dire plus et le dire mieux. Si la presse ne doit pas se taire, elle ne peut pas raconter n'importe quoi.

On ne passera pas radicalement d'un climat de défiance à un climat de confiance entre les deux institutions. Chacun d'ailleurs doit garder ses distances, mais une meilleure connaissance des contraintes et des exigences de l'autre ne peut qu'aider à rapprocher la justice des journalistes.

Layachi Salah Eddine

TIARET

Les habitations des familles relogées ont été démolies

Pas moins de neuf familles habitant dans une ferme non loin de la cité des 500 logements AADL, sur la route d'Alger, ont été relogées en fin de semaine dans des logements sociaux flambant neuf.

Des logements situés au quartier Lalla-El-Abdia sur les hauteurs de la ville, la cérémonie s'est déroulée en présence des différents responsables concernés, les élus et les services de sécurité.

Cette décision est intervenue après que la wali de Tiaret eut constaté lors de ses sorties sur le terrain la

présence d'un lot de maisons sur les lieux indiqués et où les familles vivaient dans des conditions difficiles.

Cette opération de relogement a finalement vu le jour après d'âpres négociations avec les occupants des lieux qui ont manifesté au début un refus catégorique quant à leur déménagement

avant que ces derniers ne reviennent à de meilleurs sentiments pour accepter l'offre. Aussitôt les familles évacuées, les bulldozers sont entrés en action pour procéder à la démolition de ces habitations. Par ailleurs, 71 autres familles hébergées à titre temporaire au niveau du centre de transit de Karman dans la périphérie de la ville, après avoir été délogées de leurs bidonvilles, seront concernées par une opération similaire au niveau de la

cité Errahma. Celle-ci devrait avoir lieu, selon la cellule de communication de la wilaya, dès que la direction de l'urbanisme terminera les travaux de viabilisation de ladite cité.

Cela dit, ces mesures de relogement s'inscrivent dans une optique de mettre fin à l'habitat précaire qui n'en finit pas de ternir l'image à laquelle aspire la cité des Rostémides sur le plan urbanistique et du coup améliorer le cadre de vie du citoyen.

Mourad B.

Une formation pour plus de 3 500 chauffeurs de taxi

Lors de son intervention lors du «Forum de la radio» jeudi passé, la directrice des transports a déclaré que pas moins de 3 670 taxieurs ont suivi une formation de quinze jours au niveau des centres de formation professionnelle de la wilaya dans différents filières tels la circulation, le comportement ou encore le secourisme.

Cette initiative, qui s'inscrit au titre d'une stratégie de mise à niveau dans le secteur des transports urbains, permet à ces derniers de s'imprégner de tout ce qui peut avoir un

lien avec leur métier qui repose essentiellement à fournir une prestation au citoyen. Parallèlement, la même responsable devait indiquer que le client se doit de signaler toute anomalie constatée aussi bien en matière de qualité de service qu'en matière de comportement en sachant que très souvent et en l'absence de contrôle, certains taxieurs vont même bafouer la réglementation comme le non-respect des arrêts, la surcharge, la conduite anarchique, l'absence de carnets d'entretien ou encore d'hygiène à l'intérieur des véhicules qui laisse parfois à désirer.

M. B.

TLEMCEN

Opération d'entretien de l'ancien souk de Ouled-Mimoun

Les autorités locales de la daïra de Ouled-Mimoun ont entamé une opération d'entretien de l'ancien souk, situé au centre-ville. Cette opération permettra d'organiser l'activité commerciale livrée à l'anarchie et au bon vouloir des commerçants. Son coût est de 800 millions de centimes bloqués par l'APC.

Le calvaire des écoliers

Avant même de construire des établissements scolaires ça et là, il faut penser aux moyens de transport des enfants scolarisés habitant les hameaux et villages sur l'axe Tafna-Maghnia. Le transport scolaire fait défaut et le cycle scolaire est souvent perturbé, ce qui explique en partie l'échec scolaire dans le monde rural.

Entre un enfant scolarisé à Pasteur et un autre à Bouhlou, c'est tout un univers qui les sépare.

Journée d'étude de la medersa Tachfina

L'Association des amis du musée et du patrimoine de Tlemcen organise, dans le cadre de ses activités culturelles, deux journées d'étude en mémoire de la medersa Tachfina, les 20 et 21 février, à la Maison de la culture.

Cette manifestation, qui se tiendra sous l'égide du wali, de la direction de la culture et en collaboration avec l'université, verra la participation d'historiens et d'universitaires tels que Djilali Sari de l'université d'Alger et Talhaoui Mohamed qui donneront des conférences sur la Tachfina. La deuxième journée verra l'intervention de M. Bixi, anthropologue muséologue sur le thème «La medersa musulmane».

Faïza B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Trois ans de prison ferme pour les agresseurs d'un gendarme

Trois ans de prison ferme, telle est la condamnation prononcée par le tribunal de Sidi-Bel-Abbès dans la journée du 10 février dernier à l'encontre de deux frères qui n'ont pas observé l'arrêt devant un barrage et blessé un gendarme à la fin du mois de janvier dernier. Les deux mis en cause, qui étaient à bord d'un véhicule, ont tenté de forcer un barrage dressé sur la route reliant les localités de Talagh et Mezaurou, dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès.

Intriguée par la tentative de forcing, la gendarmerie a aussitôt réagi et tiré visant les roues du véhicule afin de l'immobiliser. Les deux occupants s'en sont pris au chef du barrage et l'ont blessé avant de prendre la fuite à travers la forêt avoisinante. Après une course-poursuite, le conducteur, âgé de 23 ans, a été arrêté alors que son frère s'est évaporé dans la nature. La perquisition du véhicule a permis la découverte d'une grande quantité de boissons alcoolisées dans la malle.

Le conducteur a été écroué et le frère, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt, est activement recherché.

A. M.

SKIKDA

Saisie de 60 kg de drogue

Les services des douanes de Skikda ont réussi à confondre un jeune émigré, âgé de 25 ans, devant se rendre à Marseille avec à bord de son véhicule, 57 kg de kif traité. La vigilance des douaniers a été sans faille puisqu'ils réussirent à repérer l'intrus qui avait pris soin d'arrosier son véhicule d'un parfum très fort.

Durant la fouille, les douaniers ont pu retrouver la drogue répartie en deux lots distincts à l'intérieur du paracroc et du réservoir à carburant. La drogue devait être acheminée à bord du car-ferry *le Corse* à destination de la France. Une enquête a été déclenchée pour connaître les tenants et les aboutissants de cette énigmatique affaire. En effet, les douaniers ont eu la main heureuse, pour la cinquième fois, notamment depuis l'arrivée du nouveau directeur des douanes de Skikda qui a su insuffler une nouvelle méthode de travail qui a montré son efficacité.

Zaid Zoheir